

LES DOSSIERS DE LA DREES

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES

N°24 /// Janvier 2018

Gaspard Bianquis
et Laura Castell (DREES)

Les attentats nous terrorisent-ils ?

L'impact des attentats du 13 novembre 2015 sur l'opinion publique

Le Baromètre d'opinion de la DREES, réalisé chaque année d'octobre à décembre auprès de 3 000 personnes, permet de suivre l'évolution de l'opinion des Français à l'égard notamment de la protection sociale, des inégalités et de la cohésion sociale. Les données de la vague 2015, dont la collecte était en cours au moment des attentats du 13 novembre, permettent d'évaluer de manière rigoureuse l'impact de ces événements sur l'opinion des Français dans les deux semaines ayant suivi.

Les résultats montrent une forte augmentation de la cohésion sociale perçue par les Français et du sentiment d'intégration. Ce changement s'est accompagné d'une réaction de défense du système social et de l'intervention de l'État en matière économique et sociale. En revanche, les attentats n'ont pas changé la représentation de leur situation individuelle, ni leur vision de l'avenir. Aucun effet n'est constaté sur les questions migratoires.

L'impact des attentats sur l'opinion est donc fort sur la perception de l'organisation sociale et du système de protection sociale mais pas sur les représentations du quotidien et des destins individuels.



SOMMAIRE

LES DOSSIERS DE LA DREES

Les attentats nous terrorisent-ils ?

L'impact des attentats
du 13 novembre 2015
sur l'opinion publique

N°24 /// Janvier 2018

Introduction	3
Les attentats et l'opinion publique dans la recherche en sciences sociales	5
Comment distinguer l'effet propre des attentats du 13 novembre 2015 ?	8
Quel est l'impact des attentats du 13 novembre sur l'opinion des Français ?	15
L'apport d'une approche pluriannuelle	25
Conclusion	28
Bibliographie	29
Annexes	32

Introduction

Le 13 novembre 2015, la salle de concert du Bataclan et des terrasses de café à Paris ainsi que le Stade de France à Saint-Denis subissaient plusieurs attaques simultanées qui firent 130 morts et 430 blessés.

Ces attentats terroristes ont conduit la société française à s'interroger sur elle-même, dans sa capacité à porter la mémoire et le deuil, à sécuriser son territoire à l'avenir, à comprendre les causes et les conséquences des attentats, les plus immédiates comme les plus profondes. Les premières conséquences furent visibles immédiatement. L'actualité donna la priorité à la mémoire des victimes, à l'analyse du déroulement des événements, aux identités et parcours des terroristes et à la sécurité du territoire, qui occupèrent l'essentiel de l'espace public et médiatique dans les semaines qui suivirent les attaques. Plus largement, ces attaques ont en partie reconfiguré les thématiques abordées par l'actualité médiatique et la vie politique nationale.

La question de l'impact des attentats sur les Français et la société française a donné lieu à un traitement moindre et fut parfois éclipsée par les enjeux mémoriels et sécuritaires. Le but de ce travail est d'éclaircir en partie cette question de l'impact des attentats sur l'opinion des Français, en s'intéressant plus particulièrement aux thématiques sociales. Le traitement utilisé est, à notre connaissance et à ce jour, inédit et permet de déceler les effets propres des attentats de manière rigoureuse¹. Ce dossier repose entièrement sur les données du Baromètre d'opinion de la DREES, qui constitue une véritable expérience naturelle, au sens où les attaques du 13 novembre eurent lieu au milieu de la période de sa collecte, permettant d'identifier des relations causales.

¹ À notre connaissance, seul le travail d'Andrew Clark et Helena Stancanelli [2017] utilise des méthodes similaires (en l'occurrence des *regression discontinuity*) permettant d'évaluer l'effet propre d'un attentat, en l'occurrence les attentats de Boston. Leur objet d'étude diffère cependant puisqu'ils traitent du sentiment de bien-être et de l'emploi du temps des individus et non de leur opinion sur un grand nombre de questions sociales et sociétales.

Ce dossier cherche donc à distinguer, pour des thématiques sociales et sociétales, l'effet propre sur l'opinion publique d'un événement traumatisant tel que les attentats du 13 novembre 2015. Par l'effet des attentats, nous entendons, dans tout ce travail, l'effet des attentats et du contexte qui les accompagne. Traitements médiatiques, politiques, débats publics, rôle des réseaux sociaux, etc. sont autant d'éléments qui peuvent jouer sur l'évolution de l'opinion et sont considérés ici comme faisant partie intégrante de l'effet des attentats.

Les méthodes issues de l'évaluation des politiques publiques, utilisées dans ce dossier, permettent de distinguer l'effet propre d'un événement sur une population en contrôlant les différences observables, inobservables et les autres effets de contexte.

Ce dossier débute par une revue de littérature situant ce travail dans la recherche en sciences sociales. La démarche suivie, permettant d'isoler l'impact des attentats du 13 novembre 2015, est présentée ensuite, puis ses résultats sur différentes thématiques, pour l'ensemble de la population, mais également par sous-catégorie sociodémographique. Enfin, une analyse des données de 2014 et 2016 permet d'affirmer que les variations connues dans l'enquête de 2015 sont exceptionnelles, démontrant ainsi que l'aspect « traumatique » de l'événement marque une rupture véritable dans l'opinion, qu'on ne retrouve pas les autres années.

Les attentats et l'opinion publique dans la recherche en sciences sociales

La recherche sur les attentats donne lieu, depuis les attaques de 2015, à diverses publications². La thématique de l'opinion et de ses relations aux attentats terroristes reste néanmoins peu exploitée par la recherche, française comme internationale.

La recherche sur le terrorisme en général est présente dans toutes les disciplines des sciences sociales. En France, le droit et la science politique posent depuis longtemps le problème de la réponse légale et des systèmes de sécurité mis en place après les attentats – en intégrant notamment la question de la préservation de l'État de droit (Benhessa [2016], Saint-Bonnet [2001], Garapon et Rosenfeld [2016]). Les spécialistes de la sécurité et de la défense, comme ceux des questions internationales, se penchent également depuis plusieurs années sur le nouveau type de conflit dans lesquels les attentats engagent les puissances internationales, à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire (Kepel [2015]). Les politologues français ont vivement débattu des réactions différenciées aux attentats de janvier 2015 selon des critères comme l'agglomération, la région ou encore l'appartenance religieuse (Todd [2015], Mayer et Tiberj [2016]).

Dans l'immédiat, les revues et magazines d'économie ont essentiellement interrogé l'impact des attentats sur l'attractivité du pays, soulignant l'impact négatif des attentats sur le secteur du tourisme, particulièrement dans la capitale. L'Insee a notamment montré les effets néfastes sur les secteurs de l'hébergement et de la restauration [2015]. Auparavant, Frey, Luechinger et Stutzer [2007] avaient rendu compte de l'impact des attaques terroristes sur un certain nombre d'indicateurs économiques majeurs : le tourisme, les Investissements Directs Étrangers, la structure de la consommation et de l'épargne, ou encore les marchés financiers. Pour les deux premiers, l'impact du terrorisme est très important, il est plus ténu et moins uniforme suivant les études pour les deux derniers.

Andrew Clark et Helena Stancanelli [2016] s'intéressent à l'évolution, à la suite de l'attentat de Boston de 2013, du bien-être et de l'emploi du temps des enquêtés à partir de l'*American Time Use Survey* et de son module sur le bien-être. Méthodologiquement, Helena Stancanelli [2017] insiste sur la difficulté que peut poser l'impact globalisant d'un attentat sur la détermination d'un bon contrefactuel³. Cette difficulté « peut conduire les économistes à surestimer ou sous-estimer les effets des attentats selon le lien de corrélation entre l'objet d'étude [...] (et) les caractéristiques de la population étudiée » [Stancanelli, 2017]. On trouve également dans la littérature plusieurs articles interrogeant l'effet discriminatoire des attentats du 11 septembre 2001, sur l'emploi, le salaire et les comportements vis-à-vis des immigrants arabes et/ou musulmans. Articles qui montrent dans l'ensemble une hausse des discriminations à la suite des attentats du 11 septembre, à l'embauche comme sur les salaires, aux États-Unis (Rabbi [2011], Gould et Klor [2012]),

² Dès le 18 novembre 2015, le directeur du CNRS a publié un appel à recherche, visant à produire et regrouper des travaux autour des attentats du 13 novembre, afin de contribuer à l'effort collectif de réponse à un tel drame.

³ Un contrefactuel est une situation présentant des caractéristiques similaires mais n'ayant pas été affecté par le traitement observé – en l'occurrence les attentats.

comme en Europe (en Suède : Aslund et Rooth [2005], ou en Allemagne : Braakman [2010]).

La question connexe des attentats et de leurs effets sur la société et l'organisation sociale à proprement parler s'est posée plus récemment en France – notamment à la suite des deux attaques terroristes de 2015 – et constitue un champ en développement.

La sociologie s'est de ce fait posé des questions à la fois sur l'amont et l'aval des attentats. Les origines et les parcours des terroristes ont été passés au crible, suscitant un débat avec ceux qui refusaient d'expliquer, y voyant une forme de justification. Ces critiques ont trouvé leur réponse dans l'ouvrage de Bernard Lahire, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »* [2016], ouvrage dans lequel il prend soin d'explicitier le besoin d'explication auquel répond la sociologie en le distinguant d'une quelconque forme de justification. En aval, les sociologues ont fourni un travail important sur la mémoire des attentats. L'entreprise REAT⁴, autour du sociologue Gêrôme Truc, en est l'illustration, relayant des publications sur le travail de mémoire comme l'ouvrage de Sarah Gensburger sur la mémoire quotidienne des attentats dans les quartiers qui furent touchés par ceux-ci [2016]. La première approche sociologique complète des attentats et de leur impact est un travail de Gêrôme Truc, intitulé *Sidérations*, dans lequel il affirme qu'on ne trouve avant lui que « livres d'experts ès réseaux terroristes, des essais de journalistes, et des récits, tant qu'on en voudra, mais des analyses sociologiques, aucune » [2016]. Il se concentre sur l'analyse des messages et des mécanismes de solidarité et de soutien à la suite des attentats de Madrid et de Londres, proposant un exercice d'analyse lexical.

À l'international, en 1991, la fondation *Rand* publiait une étude sur les perceptions du terrorisme par la population américaine [Downes Le Guin, Hoffman, 1991]. Cette étude rappelait l'utilité d'interroger l'impact sur l'opinion, car « l'accumulation d'opinions autour des attentats terroristes fonctionne comme un indicateur brut de l'ampleur du succès des terroristes dans leur quête d'attention » [Downes Le Guin, Hoffman, 1991]⁵. Plus récemment, Simone Schüller s'est interrogée sur les représentations des Allemands vis-à-vis de l'immigration à la suite des attentats du 11 septembre 2001, montrant une hausse du rejet de l'immigration, plus forte chez les personnes pas ou peu diplômées et d'autant plus faible que celles-ci sont plus diplômées [2013].

La question plus précise de l'évolution de l'opinion publique française à la suite des attentats de 2015 est celle qui nous intéresse précisément. Vincent Tiberj [2017] est revenu sur les canaux de transmission de l'impact d'événements sur l'opinion, par le biais des « cadrages », c'est-à-dire « la manière dont les différents acteurs médiatiques, politiques et sociaux permettent à l'événement de faire sens » [Tiberj, 2017]. Il insiste sur le fait qu'à l'aune des données d'opinion, la population française semble hermétique à ces cadrages sur les questions de xénophobie et d'islamophobie, faisant l'hypothèse que ces valeurs

⁴ « La Réaction sociale aux attentats : sociographie, archives et mémoire », entreprise soutenue par le CNRS dans le cadre du programme « attentats-recherche », <https://reat.hypotheses.org/le-projet-reat>.

⁵ Traduction des auteurs du dossier. En anglais : « the cumulation of public opinion about terrorism functions best as a crude indicator of how successful terrorists have been at getting attention ».

s'inculquent sur le temps long et dès l'enfance, citant notamment les travaux d'Inglehart sur l'évolution des valeurs [Inglehart, 2008]. Il montre, à l'aide des différentes vagues du baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme, et de son indice longitudinal de tolérance, que les Français ont eu tendance à se montrer plus tolérants après les attentats de janvier et novembre 2015. Il conclut enfin à une différenciation générationnelle de l'interprétation des attentats.

À partir des résultats des enquêtes sur les priorités politiques et les dynamiques électorales, le Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF) a publié, avec *La Fondation Jean Jaurès*, un article sur l'impact des attentats de janvier 2015 sur l'opinion publique en matière régaliennne [Brouard et Foucault, 2015]. En janvier 2016, le CEVIPOF a de nouveau publié une étude de l'impact des attentats sur l'opinion, étendant notamment son analyse aux questions d'immigration [Brouard, 2016]. Ces travaux comparent plusieurs enquêtes répétées à différents moments avant et après la survenue des attentats. Ils révèlent un fort légitimisme des Français à court terme, qui soutiennent davantage les institutions politiques et leurs représentants après les attentats. Ils concluent à un changement dans l'ordre des priorités, la sécurité et la défense passant au premier plan des préoccupations des enquêtés, au détriment des problématiques socioéconomiques comme le chômage. En revanche, le point de vue des Français sur les questions migratoires n'aurait pas été uniformément affecté par les attentats d'après ces études. Pour Brouard, un effet de cadrage s'est néanmoins opéré, les personnes se disant de gauche se rapprochant du point de vue défendu par celles se déclarant de droite, qui restent, elles, sur leurs positions antérieures. Par ailleurs, il interprète le plus grand soutien à la dépense publique par les sondés comme un signe que le « pacte de sécurité prime sur le pacte de responsabilité » citant ainsi le président François Hollande. Enfin, une étude du CREDOC a révélé l'impact des attentats de novembre 2015 sur l'engagement politique des jeunes, davantage volontaires à s'engager dans la société [Aldeghi, 2016].

Pour autant, il semble que ces réponses n'épuisent pas – loin s'en faut – l'ensemble des questions posées par les attaques du 13 novembre 2015. Nous proposons donc ici d'apporter des éléments de réponse supplémentaires à la question de l'impact des attentats sur l'opinion des Français sur la société dans laquelle ils vivent à partir de données permettant d'étudier cet évènement comme une expérience naturelle.

Comment distinguer l'effet propre des attentats du 13 novembre 2015 ?

Le but est d'établir l'effet des attentats du 13 novembre sur l'opinion publique, en matière sociale. Cette opinion peut être appréhendée de différentes manières, que ce soit par des travaux qualitatifs (entretiens, analyse textuelle, etc.) ou quantitatifs. C'est cette dernière option qui a été choisie ici en s'appuyant exclusivement sur les données du Baromètre d'opinion de la DREES.

Données

Le Baromètre d'opinion de la DREES interroge chaque année depuis 2 000 entre 3 000 et 4 000 personnes en face à face, à la même période de l'année, soit entre octobre et décembre⁶. L'année 2015 compte 3 023 personnes interrogées, dont 1 013 après les attentats du 13 novembre. L'échantillon qui en résulte est représentatif de la population française métropolitaine âgée de 18 ans ou plus⁷. Il est construit selon la méthode des quotas par sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les réponses à une enquête d'opinion sont particulièrement sensibles à la formulation des questions ou à leur place dans le questionnaire. Cependant, le questionnaire est parfaitement identique tout au long de la collecte. Par ailleurs, nous n'observons ni n'expliquons les parts absolues de telle ou telle réponse avant et après les attentats, mais seulement les variations dues aux attentats, en isolant ce rapport de causalité. Enfin, il est important de noter que la période de collecte pour l'année 2015 s'arrête au 1^{er} décembre. Les effets des attentats du 13 novembre sur l'opinion publique mis en avant ici sont donc des effets à très court terme.

Le Baromètre d'opinion de la DREES comporte de nombreuses questions sur des thématiques diverses : la santé, la protection sociale dans toutes ses dimensions (assurance maladie, retraite, famille, handicap, dépendance, solidarité, lutte contre la pauvreté et l'exclusion), les inégalités et la cohésion sociales. L'ensemble des questions étudiées dans le cadre de ce travail sont présentées en Annexe I. Elles sont regroupées en quatre thématiques :

- La cohésion et l'intégration sociales. Il s'agit d'un enjeu mis en avant directement après les attentats et plus tard par la littérature. Ces questions permettent d'étudier la représentation des individus sur les liens qui les unissent entre eux. Elles sont essentielles, afin d'observer la façon dont les attentats ont redéfini cette

⁶ Pour plus d'informations sur cette enquête, voir <http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/aide-et-action-sociale/article/le-barometre-d-opinion-de-la-drees>.

⁷ Pour des raisons de commodité, les personnes interrogées dans le cadre de ce Baromètre sont désignés ici par le terme « Français ».

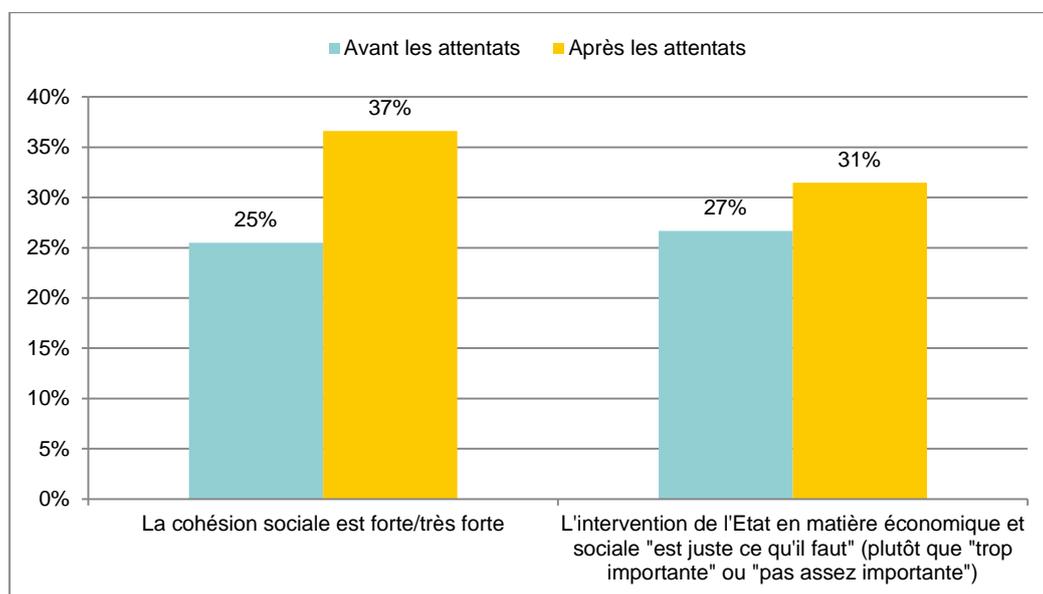
solidarité, ressentie au niveau individuel (sentiment d'être intégré) comme collectif (sentiment de cohésion sociale).

- L'immigration. La nature du débat politique et médiatique à la suite des attentats incite à prendre en compte le maximum de questions sur cette problématique.
- La défense du système social. Les sondages d'ordre politique à la suite des attentats de janvier avaient donné à voir une forme de légitimisme, souligné notamment par le CEVIPOF [Brouard et Foucault, 2016]. Leur article décrit en effet une hausse du soutien au personnel politique mais également aux institutions qu'ils représentent, sur le plan national en particulier. Une des questions que l'on peut se poser est de savoir si le soutien affiché aux dirigeants, aux institutions et à l'organisation politique s'étend également au système social.
- La situation individuelle. Il convient enfin de prendre en compte les éventuels effets des attentats sur la manière dont les individus perçoivent leur propre situation et celle de leurs proches, aujourd'hui comme dans l'avenir. La manière dont ils perçoivent leur situation, ou leurs préoccupations telles que l'insécurité, peuvent contribuer à révéler l'impact des attentats sur les perceptions que les Français ont de leur quotidien et de leur avenir.

Principe général de la méthode

Dans la vague 2015 du Baromètre d'opinion de la DREES, il existe des écarts importants entre les réponses des individus avant et après les attentats (figure 1). Avant le 13 novembre, les personnes interrogées sont 25 % à déclarer percevoir une forte cohésion de la société française, contre 37 % après. Elles sont 27 % à trouver le niveau d'intervention de l'État en matière économique et sociale « juste ce qu'il faut », contre 31 % après. Ce type de variations avant et après les attentats se retrouve pour de très nombreuses questions, et ces variations sont bien souvent très supérieures à celles que l'on retrouve, par exemple, d'une année à l'autre.

➤ Figure I • Évolution des réponses au Baromètre d'opinion de la DREES avant et après le 13 novembre 2015



Lecture > Avant le 13 novembre, les enquêtés sont 25 % à juger que la cohésion sociale est forte ou très forte. Ils sont 37 % après.
 Champ > Individus de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.
 Source > Baromètre d'opinion de la DREES, 2015.

Attribuer l'intégralité de ces variations aux attentats serait pourtant hâtif : nous montrerons qu'en corrigeant les biais, l'impact des attentats est souvent fort différent de cette simple comparaison avant/après.

Il convient en effet de distinguer les effets de l'événement d'éventuels effets de sélection de la population étudiée pouvant influencer les réponses des enquêtés. Les attentats sont intervenus au milieu du déroulement de l'enquête. Si l'enquête finalisée présente un échantillon représentatif de la population totale, ce n'est pas forcément le cas des sous-échantillons interrogés en début ou en fin de collecte. Certaines personnes présentant des caractéristiques particulières – les jeunes habitants des communes urbaines par exemple – peuvent être moins accessibles aux enquêteurs : leurs caractéristiques sont alors surreprésentées en fin d'enquête, lorsqu'il convient d'équilibrer l'échantillon final. Or les réponses aux questions de l'enquête sont probablement différentes selon ces caractéristiques. Ces différences de composition de la population peuvent donc expliquer en partie les différences entre les réponses données avant et après les attentats.

Outre ces différences entre caractéristiques observables, certaines variations inobservables (ayant trait au caractère des individus, au déroulé de l'enquête, etc.) peuvent influencer les réponses des enquêtés. À ces différences liées aux individus, peuvent s'ajouter des effets de contexte : l'approche des élections régionales, des fêtes de Noël, ou un effet de contexte plus latent peuvent expliquer un écart entre les réponses avant et après le 13 novembre.

Le problème principal est donc la distinction entre *l'effet propre* des attentats, *les effets de sélection* et *l'effet du contexte*. Pour traiter ce problème, nous nous inspirons des méthodes utilisées en évaluation des politiques publiques (encadré 1) qui ont pour objet d'étudier l'impact d'un changement particulier introduit dans la vie d'individus sur leur situation (revenu, niveau de vie, connaissances, ou ici, opinions), en neutralisant les autres paramètres pouvant causer des variations sur cette situation – ici, les autres déterminants des réponses des enquêtés.

Plusieurs hypothèses sont nécessaires à la mise en œuvre de telles méthodes : la première est que la survenue des attentats n'affecte pas les réponses des individus non traités, c'est-à-dire ceux interrogés avant les attentats. En effet, les attentats étant impossibles à prédire, personne n'a pu répondre aux questions avant les attentats en fonction de ceux-ci. La seconde est l'hypothèse d'indépendance conditionnelle (à caractéristiques observables données) entre la manière de répondre aux questions du Baromètre et le fait d'accepter de répondre à l'enquête avant et après les attentats. Cette hypothèse, plus forte, revient à affirmer qu'à caractéristiques observables données, la probabilité de répondre au Baromètre d'opinion de la DREES avant ou après le 13 novembre n'est liée qu'au hasard et ne dépend pas de l'opinion des individus.

Ces méthodes permettent d'établir l'effet propre du fait d'être interrogé après le 13 novembre plutôt qu'avant. Cet effet peut être attribué aux attentats du 13 novembre si la rupture s'opère bien au 13 novembre et qu'il n'y a pas d'évolution continue des opinions dans le temps. Il convient donc de montrer qu'aucune variation n'est constatée avant le 13 novembre, c'est-à-dire que les opinions sont stables jusqu'au moment de l'événement du 13 novembre. Par exemple, lorsqu'on s'intéresse uniquement aux personnes interrogées avant le 13 novembre et qu'on crée artificiellement une rupture au milieu de cet échantillon (au 3 novembre par exemple), on constate qu'il n'y a aucune variation significative dans les opinions des enquêtés qu'ils soient interrogés avant ou après le 3 novembre⁸. Si des effets sont constatés entre l'échantillon des personnes interrogées avant le 13 novembre et celui des personnes interrogées après le 13 novembre, il s'agit donc bien d'effets liés aux attentats du 13 novembre.

➤ Encadré I • Méthodes d'évaluation des politiques publiques

Le principe des méthodes d'évaluation des politiques publiques est de distinguer l'effet propre d'une politique, dénommée « traitement », appliquée à une population, sur le « revenu » (désignant la variable d'intérêt) de la population en question.

Ces études se placent dans le cadre dit « de Rubin », formalisé dans les années 1970 et qui pose la question de l'inférence causale. L'objectif est de trouver la différence entre les « revenus » potentiels des individus, selon qu'ils sont traités ou non, sachant qu'un même individu ne peut être à la fois traité et non traité. La principale problématique réside alors dans la recherche d'un bon contrefactuel, c'est-à-dire une situation comparable à la différence qu'elle n'a pas reçu le traitement.

Ces études insistent sur l'importance des hypothèses à formuler pour dégager une causalité et sur la différenciation potentielle des effets d'un traitement. Ce champ est encore « en développement et il n'existe pas toujours de

⁸ Nous faisons, sur cette population, les mêmes régressions logit que celles définies dans la partie résultats.

consensus sur certains points » [Givord, 2010]. Ces méthodes permettent de mesurer l'effet sur la population traitée (*Average treatment effect on the treated*, ATT) ou sur la population totale (*Average treatment effect*, ATE). Le traitement concernant en général une population spécifique, ces deux effets sont le plus souvent différents.

Plusieurs méthodes sont utilisées pour répondre à cette problématique en fonction du traitement et des « revenus » étudiés ainsi que des données disponibles. Nous pouvons les classer en deux catégories : les méthodes qui permettent de contrôler des différences observables entre population traitée et population non traitée ; les méthodes qui permettent également de contrôler des différences inobservées et/ou inobservables.

Choix de la population étudiée

Le problème principal qui ne permet pas d'étudier directement les différences d'opinions avant et après le 13 novembre vient de la non-comparabilité entre l'échantillon de personnes interrogées avant le 13 novembre et celui de personnes interrogées après. Concernant les principales caractéristiques sociodémographiques, des différences de composition apparaissent, par exemple selon le fait d'avoir des enfants ou non, selon la catégorie socio-professionnelle, le statut d'activité ou le niveau de diplôme (Annexe II).

Ces différences observables sont peut-être doublées de différences inobservées ou inobservables entre les échantillons avant et après les attentats. Ces dernières peuvent provenir d'éléments de contexte omis ou de traits de caractère, caractéristiques ou pratiques propres à certaines personnes, mal répartis entre la période avant et celle après les attentats. Si ces différences inobservables sont indépendantes des caractéristiques observables et qu'elles ont une influence sur la façon de répondre aux questions du Baromètre, elles pourraient poser problème dans l'évaluation. Ces différences sont supposées faibles dans le cadre du Baromètre : le nombre de caractéristiques observées est important ; la période de la collecte est relativement courte limitant des effets de saisonnalité importants ; les quotas se fondant sur des caractéristiques observables, on peut raisonnablement penser qu'il n'y a pas de raison que des personnes ayant certaines caractéristiques inobservables soient plus ou moins représentées à la fin de l'enquête, à caractéristiques observables données. Cependant, il est impossible d'affirmer qu'elles sont absentes et de les identifier. Malgré tout, il paraît raisonnable de faire l'hypothèse que ce biais potentiel est négligeable.

Afin de réduire au maximum les différences observables constatées, les différences inobservables éventuelles et l'impact du contexte (autre que celui des attentats), l'échantillon est restreint aux données proches de la discontinuité introduite par les attentats du 13 novembre dans les données, tout en s'assurant d'une certaine symétrie des deux sous-échantillons et en gardant des effectifs suffisants. Cela revient à supprimer de l'analyse les données des personnes interrogées avant le 4 novembre 2015. Cet échantillon tronqué est composé de 930 observations avant les attentats et de 1 013 observations après les attentats.

L'approche par régression

La première approche usuelle pour étudier des effets en contrôlant par des caractéristiques observables est la régression. Les questions étudiées ici étant binaires, des régressions logistiques sont mises en place (Afsa, 2016).

L'inconvénient principal de cette méthode est la sensibilité des résultats à une mauvaise spécification, c'est-à-dire au choix des variables de contrôle. La sur-spécification pourrait être présente si une des variables de contrôle captait l'effet des attentats à la place des attentats, c'est-à-dire si elle était massivement présente après les attentats et très peu avant (ou l'inverse). Ici, il existe des écarts, mais ceux-ci, bien que significatifs, sont toujours modérés et chaque catégorie sociodémographique est représentée à la fois avant et après les attentats. La sous-spécification interviendrait si l'on omettait des variables jouant sur les différences de réponses avant et après les attentats. Le grand nombre de critères sociodémographiques présents dans le Baromètre limite ce biais.

Les variables de contrôle prises en compte sont : le genre, l'âge, le diplôme, le revenu et le fait de percevoir certains types de revenus particuliers (le Revenu de solidarité active – RSA – et des revenus financiers), la catégorie socioprofessionnelle, le statut professionnel, la pratique religieuse, l'activité associative ou syndicale, le fait d'avoir des enfants ou non et l'opinion politique⁹.

Le but est d'observer l'effet des attentats, pas celui des variables de contrôle ; l'effet de ces variables ne sera donc pas commenté. Dans la suite, les résultats présentés correspondent aux effets marginaux moyens, soit la moyenne, sur l'ensemble de la population, des variations individuelles de la probabilité prédite lorsque la personne est interrogée après le 13 novembre plutôt qu'avant, à caractéristiques données.

L'approche par appariement

Le principe de la méthode par appariement est de comparer le *revenu d'individus traités* (ici, les répondants après le 13 novembre) avec le *revenu d'individus non traités* (ici, les répondants avant le 13 novembre), présentant des caractéristiques proches. Il suffit ensuite de calculer l'écart moyen entre les deux populations. La question principale porte donc sur le choix des individus non traités présentant des caractéristiques comparables.

L'avantage d'une telle méthode est qu'elle corrige les biais observables *ex ante*, et évite ainsi les problèmes de bonne ou mauvaise spécification (même s'il convient de choisir correctement les variables en fonction desquelles les individus sont appariés).

La principale limite de cette approche est qu'il existe de nombreuses méthodes et qu'aucune n'est reconnue comme étant systématiquement la meilleure. De plus, il n'existe pas de consensus sur la façon de calculer la significativité des résultats. Ici, nous nous fondons principalement sur les travaux de Imbens et Wooldridge [2006, 2008] et Caliendo

⁹ La significativité de chacune de ces variables est testée en les ajoutant une à une aux régressions. Les mêmes variables de contrôle sont utilisées pour chaque question testée afin de conserver un modèle clair et lisible.

et Kopeinig [2008], articles faisant référence dans le domaine des méthodes d'appariements par le calcul du score de propension.

Score de propension

Afin de déterminer quels individus sont plus ou moins proches les uns des autres, il convient de mesurer la distance qui les sépare. Une approche multidimensionnelle de la distance est complexe : nous retenons 9 variables sociodémographiques, correspondant à 24 caractéristiques différentes possibles. Il n'est donc pas aisé de trouver un individu non traité ayant exactement les mêmes caractéristiques. Le score de propension (Annexe III) permet de réduire cette multidimensionnalité en une dimension : la probabilité d'être interrogé après le 13 novembre 2015, conditionnellement aux caractéristiques observables.

Les caractéristiques prises en compte dans le score de propension sont les suivantes :

- Les caractéristiques qui présentent des écarts significatifs entre les deux échantillons, soit la catégorie socioprofessionnelle, le statut professionnel, le diplôme et le fait d'avoir des enfants ou non.
- Les caractéristiques sociodémographiques qui influencent le plus l'opinion pour les questions étudiées (Rubin et Thomas [1996]), soit le genre, l'âge, la pratique religieuse, la catégorie d'agglomération, et enfin l'activité associative ou syndicale.

Méthodes du plus proche voisin, du radius et du kernel

Une fois le score de propension calculé, plusieurs méthodes d'appariement sont possibles. Nous reprenons ici trois méthodes différentes largement utilisées dans la littérature.

La première méthode est celle du plus proche voisin. Elle consiste à prendre, pour chaque individu traité, l'individu non traité présentant les caractéristiques les plus proches. La seconde méthode est celle du radius. Elle consiste à prendre en compte, pour chaque individu traité, plusieurs individus non traités compris à moins d'une certaine distance de l'individu traité. La troisième méthode utilisée est celle du kernel. Elle consiste, pour chaque individu traité, à affecter à chacun des individus non traités un coefficient, en fonction de sa distance à l'individu traité.

Pour chacune de ces méthodes, nous calculons la moyenne des écarts individuels pour chaque question, ce qui donne l'effet des attentats pour un type d'individu disposant de caractéristiques particulières. Cet effet peut être calculé soit sur les traités (ATT), soit sur la population totale (ATE). Les résultats présentés ici portent sur la population totale.

Si les trois méthodes sont présentées, c'est qu'aucune d'entre elles n'est établie comme étant meilleure que les autres : plus la méthode monte en généralité (c'est-à-dire plus elle prend en compte d'individus non traités comme point de comparaison), plus la variance des résultats diminue, mais plus le risque de biais augmente. Prendre en compte ces trois méthodes permet donc d'asseoir les résultats, lorsque toutes les méthodes vont dans le même sens ou au contraire, de les nuancer si elles donnent lieu à des résultats différents (ce qui n'est pas le cas ici). Pour plus de détails, se reporter à l'annexe IV.

Quel est l'impact des attentats du 13 novembre sur l'opinion des Français ?

Pour répondre à cette question, les résultats de l'approche par la régression logistique et des trois méthodes d'appariement sont présentés et confrontés. Ces quatre méthodes donnent des résultats extrêmement similaires, ce qui confirme la robustesse des effets obtenus. L'aspect cumulatif des effets sur chaque thème, qui vont toujours dans le même sens selon la thématique étudiée, permet également d'asseoir ces résultats.

Les effets présentés ici doivent être interprétés comme l'évolution, en points de pourcentage, de l'opinion des Français due exclusivement aux attentats du 13 novembre. Ces effets sont relatifs à l'ensemble de la population étudiée à un horizon de deux semaines après les attentats.

Une nette augmentation de la cohésion sociale perçue et du sentiment d'intégration

La variation relative et absolue la plus ample observée après les attentats est celle de la cohésion sociale perçue par les Français. La hausse estimée de la part des réponses « forte ou très forte » pour qualifier la cohésion sociale en France imputable aux attentats est comprise entre 11 et 13 points de pourcentage (tableau I). Cet effet explique très largement l'augmentation de près de 50 % de la part de personnes considérant la cohésion sociale en France comme forte ou très forte après le 13 novembre (37 % contre 26 % avant le 13 novembre). Ce résultat est considérable, d'autant plus que l'opinion sur cette question est restée stable entre 2014 et 2016 : autour de 25 % de Français considèrent la cohésion sociale comme forte en 2014, en 2015 avant les attentats et en 2016.

Le pendant individuel de la cohésion sociale est le sentiment d'être intégré dans la société française. La part des personnes se déclarant « très bien intégrées » augmente entre 3,5 et 5,3 points du fait des attentats. La part des personnes se disant bien ou très bien intégrées augmente d'autant.

Parmi les modalités de cette intégration, la culture et les valeurs communes se distinguent par une hausse (bien que faiblement significative) de la perception de leur importance comparée à l'emploi, la famille et les amis, l'activité citoyenne, le niveau de vie ou la nationalité. Cela témoigne de la prégnance des enjeux symboliques et sociétaux face aux problématiques socio-économiques après la survenue des attentats.

Enfin, le soutien à l'absence de signes religieux dans l'espace public connaît une hausse de popularité par rapport au soutien à la liberté des pratiques religieuses. Cela peut être un signe de l'importance de ce sujet dans le débat public qui a suivi les attentats, notamment en écho des attentats de janvier, lorsque la laïcité avait été au cœur des débats.

➤ Tableau I • Résultats : cohésion sociale et intégration

Réponses données	% avant les attentats	% après les attentats	Écart sans contrôle	Logit	Plus proche voisin	Radius	Kernel
La cohésion sociale est forte/très forte	24,8	36,6	11,8	11,9***	11,7***	13,2***	11,4***
(écart-type)	-	-	-	2,1	2,3	2,7	2,7
Se sent très bien intégré	53,8	59,5	5,7	5,3***	3,5**	4,3***	4,1***
(écart-type)	-	-	-	1,3	1,6	1,4	1,4
Partager des valeurs et une culture communes est le plus important pour l'intégration	23,7	27,0	3,3	3,4*	2,4	3,5*	3,2*
(écart-type)	-	-	-	1,9	2,4	2	1,7
L'absence des signes religieux dans l'espace public est une priorité (par rapport aux questions de liberté des pratiques religieuses)	60,8	66,2	5,4	3,6*	5,3**	6,3***	6,0**
(écart-type)	-	-	-	2,1	2,7	2,4	2,5

Note > *, **, *** indiquent une significativité au seuil respectivement de 90, 95 et 99 %.

Lecture > Les personnes qui pensent que la cohésion sociale est forte ou très forte sont 24,8 % avant les attentats et 36,6 % après, soit un écart de 11,8 points de pourcentage. D'après les modèles testés ici, les attentats seraient responsables d'entre 11,4 et 13,2 points de variation, avec une significativité à 99 %.

Champ > Personnes interrogées du 4 novembre au 1^{er} décembre 2015.

Source > Baromètre d'opinion de la DREES, 2015.

Aucun effet significatif sur les questions migratoires

L'autre résultat le plus notable est l'absence d'effet sur les questions migratoires, quelles que soient les questions étudiées (tableau II).

Cette conclusion va dans le sens de celle de Brouard [2016] qui affirmait qu'il n'existait pas d'effet sur l'opinion des Français en matière migratoire mais des effets de « mise sur agenda » et de « cadrage » sur ce thème.

L'effet de mise sur agenda consiste, selon Brouard, en une modification des priorités affichées à court terme, mais pas forcément des représentations plus structurelles. Cet effet est aussi présent dans l'analyse d'un sondage de l'IFOP par Atlantico¹⁰. Celle-ci montre que l'insécurité et l'immigration sont davantage citées comme des priorités après les attentats, sans pour autant que les individus interrogés changent leur point de vue sur ces sujets. Les questions portant sur le partage de valeurs communes comme élément d'intégration et la priorité donnée à l'absence de signes religieux dans l'espace public (tableau I) peuvent être interprétées comme confirmant partiellement cette hypothèse d'effet de mise sur agenda. Les priorités données à la culture, aux valeurs communes et à la laïcité par rapport à d'autres considérations peuvent témoigner d'une évolution des priorités des Français après les attentats, et aller dans le sens de la thèse de Brouard.

¹⁰ http://www.ifop.fr/media/poll/2908-1-study_file.pdf

L'effet de cadrage consiste, selon Brouard, en une homogénéisation des points de vue sur les questions migratoires en fonction du parti pris politique : les personnes se disant « de gauche » verraient leur opinion se rapprocher de l'opinion des gens se disant « de droite » dont l'opinion ne changerait pas significativement. En testant l'évolution des réponses en fonction de l'opinion politique, un tel résultat n'est pas retrouvé dans le Baromètre d'opinion de la DREES.

➤ **Tableau II • Résultats : questions liées à l'immigration**

Réponses données	% avant les attentats	% après les attentats	Écart sans contrôle	Logit	Plus proche voisin	Radius	Kernel
La diversité des cultures et des origines rend plus difficile la vie en commun	44,0	46,1	2,1	-0,6	-0,5	0,3	0,3
(écart-type)	-	-	-	2,1	3	2,5	2
L'État doit renforcer son action pour l'intégration des personnes étrangères dans la société	56,4	54,2	-2,2	-1	-0,9	-0,6	-0,5
(écart-type)	-	-	-	2,1	2,4	2,1	2,3
Se dit préoccupé par les migrations des pays pauvres vers les pays riches	80,0	79,1	-0,9	-0,8	-1,2	-0,5	-0,5
(écart-type)	-	-	-	1,8	2	1,6	2
Il y a trop de travailleurs immigrés en France	54,2	55,8	1,6	-0,6	-0,8	0	0,1
(écart-type)	-	-	-	1,9	2,7	2,1	2,2

Note > *, **, *** indiquent une significativité au seuil respectivement de 90, 95 et 99 %.

Lecture > Les personnes qui pensent que la diversité des cultures et des origines rend plus difficile la vie en commun sont 44 % avant les attentats et 46,1 % après, soit un écart de 2,1 points de pourcentage. D'après les modèles testés ici, les attentats seraient responsables d'entre -0,6 et 0,3 point de variation, ces variations n'étant pas significatives.

Champ > Personnes interrogées du 4 novembre au 1^{er} décembre 2015.

Source > Baromètre d'opinion de la DREES, 2015.

Une défense plus forte du système social

Les résultats sur l'importance et l'attachement au système social actuel traduisent une nette réaction de défense du système social en général dans l'opinion après les attentats du 13 novembre 2015 (tableau III).

L'intervention de l'État, le financement de la protection sociale, l'attachement au système de protection sociale actuel, sont autant de domaines pour lesquels les réponses des enquêtés vont en faveur de l'existant. Il est intéressant de noter que cela concerne le système en tant que tel mais également des modalités de ce dernier comme son financement et l'intervention de l'État.

Plus en le détail, on note :

- Une chute d'environ 6-7 points du soutien à un changement radical de la société française au profit du soutien à des réformes qui conserveraient l'essentiel.
- Une hausse de la part de personnes qui considèrent que l'intervention de l'État en matière économique et sociale est juste, compensée par une chute de la part de personnes considérant qu'elle est trop importante.
- Une hausse de l'accord des Français avec les affirmations : « le niveau de protection sociale est suffisant » et « le système de sécurité sociale est un modèle pour d'autres pays ».
- Enfin, sur la question du financement, les Français sont plus nombreux à le trouver « normal » après les attentats mais moins nombreux à considérer celui-ci trop important. Cette modalité invite à une interprétation élargie comparée à celle offerte par Brouard [2016] dans le domaine des dépenses publiques. Celui-ci note que les Français soutiennent davantage la dépense publique, concluant – en citant le Président de la République – « à une primauté du pacte de sécurité sur le pacte de responsabilité », et donc à un soutien à une dépense publique accrue dans le but de défendre le pays. Ici, l'on peut apporter une nuance, au sens où le soutien à la dépense publique semble également augmenter en matière de protection sociale. Si l'un n'exclut pas l'autre, cet accroissement du soutien à la dépense publique peut s'interpréter comme un soutien au système dans son ensemble plutôt que comme un désir de voir augmenter les dépenses militaires et sécuritaires en particulier.

Ce « légitimisme » appliqué au système social s'inscrit dans une réaction de défense globale de l'organisation sociétale du pays à la suite des attentats. Les études du CEVIPOF sur les attentats de janvier et de novembre 2015 ont montré une forte hausse de la légitimité perçue des institutions politiques et de leurs représentants après les attentats [Brouard, 2016]. Ce légitimisme n'est donc pas réservé au politique, ou au système de sécurité et de défense, mais s'étend jusqu'à la protection sociale.

Cela peut s'interpréter comme une réaction de défense face à une attaque qui a été prise non pas comme une attaque ciblée, mais bien une attaque contre la société dans laquelle les Français vivent, société qu'ils défendent donc dans son ensemble, en affirmant des opinions plus favorables à celle-ci et au système social existant. Cela traduit un impact global de l'événement traumatisant qui s'étend à des thématiques pourtant indépendantes, de prime abord, à la survenue et aux implications d'un tel événement.

➤ Tableau III • Résultats : Défense du système social

Réponses données	% avant les attentats	% après les attentats	Écart sans contrôle	Logit	Plus proche voisin	Radius	Kernel
L'intervention de l'État en matière économique et sociale "est juste ce qu'il faut" (plutôt que "trop importante" ou "pas assez importante")	27,1	31,5	4,4	5,2**	5,5**	5,0***	5,0*
(écart-type)	-	-	-	1,9	2,4	2,3	2,1
Le système de sécurité sociale apporte un niveau de protection suffisant	75,7	79,5	3,8	5,2***	5,0**	5,4**	5,3**
(écart-type)	-	-	-	1,9	2,3	2,4	2,3
Le système de sécurité sociale est un modèle pour d'autres pays	79,0	83,1	4,1	4,3**	7,0***	4,3*	4,2**
(écart-type)	-	-	-	1,8	2,2	2,3	2
Le niveau du financement de la protection sociale est normal (plutôt que trop/pas assez important)	59,5	62,9	3,4	5,5**	4	4,7*	4,7*
(écart-type)	-	-	-	2,2	2,6	2,6	2,7
Il faut changer radicalement la société (plutôt que la réformer en conservant l'essentiel ou la conserver tel quel)	27,8	22,2	-5,6	-6,4***	-5,6***	-7,4***	-7,2***
(écart-type)	-	-	-	1,9	2,8	2,5	2,5
Il faut réformer la société française sur certains points tout en en conservant l'essentiel (plutôt que la changer radicalement ou tout conserver)	68,4	73,4	5,0	5,7***	4,4*	6,1**	5,8**
(écart-type)	-	-	-	1,5	1,6	1,6	1,6

Note > *, **, *** indiquent une significativité au seuil respectivement de 90, 95 et 99 %.

Lecture > Les personnes qui pensent que l'intervention de l'État en matière économique et sociale est « juste ce qu'il faut » sont 27,1 % avant les attentats et 31,5 % après, soit un écart de 4,4 points de pourcentage. D'après les modèles testés ici, les attentats seraient responsables d'entre 5 et 5,5 points de variation, avec une significativité à 90/95 %.

Champ > Personnes interrogées du 4 novembre au 1^{er} décembre 2015.

Source > Baromètre d'opinion de la DREES, 2015.

Pas de changement de point de vue des Français sur leur situation individuelle

Si les attentats du 13 novembre ont eu un effet de défense du système social, il est intéressant d'observer comment les Français traduisent l'effet des attentats sur leur situation individuelle. En effet, l'occurrence des attentats auraient pu nourrir une forme de déclinisme de l'opinion publique ou, au contraire, une affirmation de leur combativité et de leur optimisme face au terrorisme. Aucune de ces hypothèses n'est validée empiriquement par les données du Baromètre d'opinion de la DREES. Pour leur cas personnel et celui de leur entourage, les Français ne se montrent ni davantage optimistes, ni davantage pessimistes (tableau IV). Les résultats témoignent au contraire de la constance de ces réponses avant et après les attentats du 13 novembre 2015. Les Français ne perçoivent pas

de différence sur leur propre situation, ni n'anticipent un futur pire ou meilleur, pour eux ou pour leurs enfants. Ils ne sont pas non plus davantage à être préoccupés par l'insécurité dans leur quotidien.

Comment expliquer alors ce décalage entre l'évolution des considérations individuelles et celle des considérations collectives ?

Il convient d'abord de souligner qu'un tel décalage, entre agrégation des représentations individuelles et représentation de la société, se retrouve sur un certain nombre de sujets. Par exemple, les Français sont 90 % à se dire bien ou très bien intégrés à la société, mais seulement 25 % à juger la cohésion sociale importante. Un décalage dans l'évolution des perceptions de soi et du collectif n'est donc pas complètement inattendu et paradoxal.

Qui plus est, le contexte médiatique, politique et public qui a suivi les attentats a largement mis en avant ces références au collectif, en démultipliant les hommages à l'organisation sociale du pays d'une part, et en poussant les Français « à continuer de vivre comme avant » d'autre part. La représentation du collectif qui passe par le biais de représentations extérieures comme les médias, les réseaux sociaux, le politique, a pu subir l'influence de ce contexte. En revanche, le quotidien même des Français n'a pas été modifié dans les jours qui suivirent les attentats de telle sorte que ces derniers changent leur point de vue. Finalement, il semble que si les Français perçoivent les attentats comme une attaque contre la société dans laquelle ils vivent, ils n'en font pas une raison suffisante pour transformer les perceptions de leur destin individuel.

Malgré ces pistes d'explication, ces résultats n'en restent pas moins surprenants : les Français sont moins nombreux à se sentir mal intégrés, mais ne perçoivent aucun autre changement sur leur situation personnelle. Les attentats auraient provoqué un plus grand sentiment d'appartenance à la « communauté nationale » et donc une hausse du sentiment d'intégration, sans transformer profondément les représentations de chacun de sa propre situation individuelle, davantage déterminées peut-être par sa situation socioéconomique.

Ces résultats mériteraient néanmoins d'être affinés en se penchant sur les catégories qui ont de fait vu leur quotidien transformé par les attentats : par exemple, les habitants des quartiers où ils ont eu lieu, les personnes qui ont pu subir l'amalgame entre islam et terrorisme islamiste, ou encore les forces de l'ordre (policiers, gendarmes et militaires), en première ligne face à ce genre d'événement et dont le travail quotidien a pu de fait être affecté.

➤ Tableau IV • Résultats : ni optimisme, ni pessimisme individuel

Réponses données	% avant les attentats	% après les attentats	Écart sans contrôle	Logit	Plus proche voisin	Radius	Kernel
Ma situation personnelle est très bonne/bonne	78,9	81,4	2,5	1,8	0,6	2	2
(écart-type)	-	-	-	1,7	2	1,5	1,7
Très ou plutôt optimiste par rapport à son propre avenir	54,5	56,0	1,5	1,8	0,7	1,9	1,9
(écart-type)	-	-	-	2,2	2,6	1,8	2,2
Très ou plutôt optimiste pour ses enfants et les générations futures	31,3	31,5	0,2	0,9	0,5	0,7	0,7
(écart-type)	-	-	-	2,1	2,7	2	1,8
Se dit préoccupé par l'insécurité dans son quartier/village	38,3	37,2	-1,1	-1,4	-0,5	-0,4	0,2
(écart-type)	-	-	-	2,2	1,8	1,9	1,8

Note > *, **, *** indiquent une significativité au seuil respectivement de 90, 95 et 99 %.

Lecture > Les personnes se disant préoccupées par l'insécurité dans leur quartier/village sont 38,3 % avant les attentats et 37,2 % après, soit un écart de 1,1 point de pourcentage. D'après les modèles testés ici, les attentats seraient responsables d'entre 0,2 et -1,4 point de variation, ces variations n'étant pas significatives.

Champ > Personnes interrogées du 4 novembre au 1^{er} décembre 2015.

Source > Baromètre d'opinion de la DREES, 2015.

Des résultats uniformes pour l'ensemble de la population

Les résultats présentés jusqu'alors sont les résultats moyens pour l'ensemble de la population. Ils n'indiquent pas si certaines catégories ont plus ou moins été affectées par les attentats que d'autres.

Afin de tester une éventuelle différenciation catégorielle de l'effet des attentats, des effets d'interaction entre chaque catégorie de la population et le fait d'avoir répondu à l'enquête après les attentats sont ajoutés aux régressions logistiques présentées précédemment¹¹. Un test de Wald est ensuite réalisé pour évaluer la significativité de ces effets d'interaction. Si l'effet est significatif, cela indique que la catégorie testée a connu une variation significative relativement au reste de la population (ou à la modalité de référence dans le cas des variables polytomiques) du fait des attentats. Les catégories étudiées sont celles qui sont utilisées comme variables de contrôle dans les méthodes précédentes.

¹¹ Les régressions sont dans ce cas réalisées sur l'ensemble de l'échantillon interrogé dans le cadre du Baromètre de 2015, c'est-à-dire du 17 octobre au 1^{er} décembre, pour avoir des effectifs suffisants dans chaque catégorie étudiée. Les résultats présentés précédemment sur un échantillon tronqué sont similaires sur l'échantillon total (voir annexe V).

➤ Tableau V • Catégories de la population ayant modifié leurs réponses d'une façon significativement différente du reste de la population après les attentats

	Âge	Genre	Revenus du ménage	Catégorie socio-professionnelle	Taille de l'agglomération habitée	Activité syndicale ou associative
<i>Modalité de référence</i>	35-49 ans	Homme	Revenus moyens	Profession intermédiaire	Grandes villes	Non
La cohésion sociale est forte/très forte	"50-64 ans" +					
Se sent très bien intégré					"agglomération parisienne" - -	
Partager des valeurs et une culture communes est le plus important pour l'intégration						
L'absence des signes religieux dans l'espace public est une priorité	"50-64 ans" +					
La diversité des cultures et des origines rend plus difficile la vie en commun					"agglomération parisienne" -	
L'État doit renforcer son action pour l'intégration des personnes étrangères dans la société				"cadre, prof. libérale" -		"oui" -
Se dit préoccupé par les migrations des pays pauvres vers les pays riches			"bas revenus" -			
Il y a trop de travailleurs immigrés en France					"agglomération parisienne" +	
L'intervention de l'État en matière économique et sociale "est juste ce qu'il faut"						
Le système de sécurité sociale apporte un niveau de protection suffisant					"villes moyennes" +	
Le système de sécurité sociale est un modèle pour d'autres pays					"villes moyennes" +	
Le niveau du financement de la protection sociale est normal	"50-64 ans" -	"femme" -				
Il faut changer radicalement la société			"hauts revenus" -			
Il faut réformer la société française sur certains points tout en en conservant			"hauts revenus" +			

l'essentiel						
Ma situation personnelle est très bonne/bonne						
Très ou plutôt optimiste par rapport à son propre avenir				"agriculteur, artisan, commerçant" ++		
Très ou plutôt optimiste pour ses enfants et les générations futures						
Se dit préoccupé par l'insécurité dans son quartier/village						

Note > Les catégories suivantes ont également été prises en compte : être de nationalité étrangère, avoir des enfants, avoir une pratique religieuse. Aucune ne montre de variations significativement différentes du reste de la population après les attentats, quelle que soit la question étudiée.

Lecture > + et -, ++ et - - indiquent respectivement des variations significatives aux seuils de 95 et 99 %, positives pour les plus, négatives pour les moins. Les agriculteurs, artisans et commerçants sont significativement plus optimistes par rapport à leur propre avenir après les attentats que les professions intermédiaires.

Champ > Personnes de 18 ans et plus habitant en France métropolitaine, interrogées du 17 octobre au 1^{er} décembre 2015.

Source > Baromètre d'opinion de la DREES, 2015.

Le principal résultat de cette approche catégorielle est la très grande uniformité des effets des attentats du 13 novembre 2015 sur la population dans son ensemble (tableau V)¹². Très peu de catégories connaissent des variations significatives du reste de la population (ou de la catégorie servant de référence pour les variables polytomiques). Frédéric Gonthier rappelle que « plusieurs études ont démontré qu'aux États-Unis comme en Europe, les groupes sociaux restent très clivés sur des sujets comme la redistribution, les dépenses publiques ou l'intervention étatique ; mais que leurs opinions sur ces mêmes sujets évoluent de façon très uniforme dans le temps (Enns et Wlezien, 2011 ; Gonthier, 2015 ; Soroka et Wlezien, 2014). Autrement dit, même si leurs préférences divergent, les individus ne divergent pas forcément dans la manière dont ils actualisent leurs opinions » [Gonthier, 2016]. Dans le cadre des attentats, cela signifie que même si les parts absolues de réponses avant et après les attentats sont très différentes, la variation due aux attentats serait relativement uniforme, ce qui est constaté de fait.

Sur l'ensemble des questions étudiées, aucune ne connaît plus de deux variations catégorielles différentes de l'effet moyen. Parmi les catégories étudiées, seule la catégorie d'agglomération et l'âge se distinguent légèrement¹³.

Concernant l'âge, Vincent Tiberj [2017] affirme « qu'il semble que les cohortes diffèrent dans leur réactivité aux événements » en étudiant l'évolution de l'indice de tolérance de la CNCDH. Ici, l'évolution des réponses suivant la catégorie d'âge semble très uniforme. Seuls les 50-64 ans perçoivent une cohésion sociale plus forte que les 35-49 ans, ont un désir de laïcité plus important et sont moins nombreux à évoluer vers la réponse « le financement de la protection sociale est normal » après les attentats.

¹² Les résultats sont confirmés par des régressions logistiques réalisées sur chaque catégorie de population.

¹³ Un changement de catégorie de référence pour les catégories concernées révèle des résultats identiques.

Pour ce qui est de la catégorie d'agglomération, la population habitant dans l'agglomération parisienne ne connaît pas de hausse du sentiment d'intégration contrairement aux autres catégories d'agglomération. Relativement aux autres enquêtés, les habitants de l'agglomération parisienne ne ressentent donc pas la même hausse du sentiment d'intégration individuelle et une partie d'entre eux se sent même moins bien intégrée du fait des attentats. Par rapport aux habitants des grandes villes, les habitants des villes moyennes se distinguent significativement sur les questions de défense du système social, étant significativement plus nombreux à augmenter leur soutien du fait des attentats. Les régressions sur cette seule population donnent à voir des variations significatives à la hausse de 11 points de pourcentage sur les caractères « suffisant » de la protection sociale et « modèle pour d'autres pays » du système de Sécurité sociale pour cette catégorie d'agglomération, quand les autres catégories d'agglomération connaissent des hausses d'ampleur moindre.

L'apport d'une approche pluriannuelle

Malgré les contrôles mis en œuvre, il est possible qu'un biais dû au déroulement de l'enquête ait pu influencer les résultats de l'étude. Afin de se prémunir d'un tel biais, le raisonnement mené ici est similaire à une approche par les doubles différences, en considérant les vagues 2014 et 2016 comme des enquêtes de contrôle. Au moment de l'enquête correspondant au 13 novembre pour l'enquête de 2015, les enquêtes de 2014 et de 2016 ne connaissent pas de variations significatives, ce qui valide l'hypothèse selon laquelle les variations connues en 2015 sont dues aux attentats et non au déroulement de l'enquête. Plus précisément, l'enquête de 2014 ne connaît aucune variation significative à ce moment et celle de 2016 ne connaît que des variations sur le système de protection sociale et de son financement, variations probablement imputables au contexte et différentes de celles de 2015, ce qui exclut donc un biais introduit par le déroulé de l'enquête.

Pour montrer cela, le même type de régressions logistiques que celles développées précédemment est mis en place mais pour les années 2014 et 2016. Le critère retenu pour situer la rupture en 2014 et en 2016 comme étant proche de celui du 13 novembre 2015 est le nombre d'individus interrogés. En 2015, le nombre de personnes interrogées avant le 13 novembre était de 2 013 sur 3 023 soit 67 % des enquêtés. La date correspondante est le 25 novembre dans l'enquête de 2014 et le 8 novembre dans celle de 2016. La répartition des caractéristiques observables avant et après les dates de rupture pour les trois années n'est pas identique, chaque enquête connaissant un déroulement propre. Les échantillons ne sont donc comparables que pour le moment de la rupture mais restent différents pour un certain nombre d'observables. Les échantillons étudiés sont tronqués de la même manière que pour l'année 2015.

Une seule variation significative a lieu en 2014 entre les personnes interrogées avant la rupture et celles qui l'étaient après, sur la question de la préoccupation des migrations des pays pauvres vers les pays riches (tableau VI). Cette variation est faible, de 3,3 points de pourcentage et faiblement significative (au seuil de 90 %).

L'année 2016 se différencie de l'année 2014 au sens où des variations significatives plus nombreuses et plus nettes interviennent autour de la rupture, en date du 8 novembre. Ces quelques variations sont toutes liées à la thématique de la protection sociale et de son financement et ne recouvrent pas celles de 2015. Si cela peut sembler problématique, ces variations peuvent s'expliquer par le contexte et la très forte présence des questions de financement du système de protection sociale dans les débats de la primaire à droite (elles furent notamment au cœur du second débat, débat qui avait marqué une accélération de la campagne et avait réalisé de larges audiences, le 4 novembre 2016). L'échantillon étudié est – après vérification – stable sur ces questions avant le 8 novembre, il est donc

vraisemblable que les variations observées soient dues au contexte¹⁴. Une rupture semble bien s'être opérée autour du 8 novembre. Les Français sont moins nombreux à trouver l'intervention de l'État juste en matière économique et sociale, moins nombreux à trouver le financement de la protection sociale normal et plus nombreux à soutenir un changement radical de la société plutôt qu'à soutenir des réformes qui en conserveraient l'essentiel.

Cette comparaison des évolutions annuelles donne à voir l'impact à court terme que peut avoir le contexte sur l'opinion publique en général. Il montre le caractère exceptionnel des variations de l'opinion publique constatées ici après un événement traumatisant comme les attentats du 13 novembre 2015, mais également que d'autres effets de contexte peuvent exister sur des thématiques précises (si tant est que ce contexte soit suffisamment marqué).

➤ Tableau VI • Analyse des évolutions de l'opinion à un moment de l'enquête similaire en 2014, 2015 et 2016

	2014	2015	2016	2016 avant 8/11
La cohésion sociale est forte/très forte	-0,9	11,9***	-1,2	3,0
	(1,9)	(2,1)	(1,9)	(2,0)
Se sent très bien intégré	1,7	5,3***	-0,4	-0,8
	(2,1)	(1,3)	(1,1)	(1,2)
Partager des valeurs et une culture communes est le plus important pour l'intégration	0	3,4*	0,0	-0,3
	(1,9)	(1,9)	(1,9)	(2,0)
L'absence des signes religieux dans l'espace public est une priorité	question non posée en 2014	3,6*	1,2	0,5
		(2,1)	(2,1)	(2,2)
La diversité des cultures et des origines rend plus difficile la vie en commun	question non posée en 2014	-0,6	1,2	-1,1
		(2,1)	(2,0)	(2,1)
L'État doit renforcer son action pour l'intégration des personnes étrangères dans la société	2,1	-1	1,9	0,2
	(2,2)	(2,1)	(2,0)	(2,1)
Se dit préoccupé par les migrations des pays pauvres vers les pays riches	-3,3**	-0,8	-0,4	-0,7
	(1,6)	(1,8)	(1,8)	(1,9)
Il y a trop de travailleurs	1,2	-0,6	1,3	-0,4

¹⁴ Pour montrer la stabilité de l'échantillon avant le deuxième débat de la primaire à droite, nous étudions les variations dans les réponses avant cette date (en ignorant les données après et en contrôlant pour les observables). Nous choisissons plusieurs dates de rupture au hasard et observons que les réponses aux questions ne connaissent pas de variations significatives.

immigrés en France	(1,9)	(1,9)	(2,0)	(1,9)
L'intervention de l'État en matière économique et sociale "est juste ce qu'il faut"	-1,2	5,2**	-5,8***	-0,5
	(1,9)	(1,9)	(1,6)	(1,5)
Le système de sécurité sociale apporte un niveau de protection suffisant	0,9	5,2***	2,3	1,7
	(1,9)	(1,9)	(1,9)	(2,0)
Le système de sécurité sociale est un modèle pour d'autres pays	-1,2	4,3**	2,0	2,3
	(1,8)	(1,8)	(1,8)	(1,9)
Le niveau du financement de la protection sociale est normal	-0,1	5,5**	-9,6***	-0,4
	(2,2)	(2,2)	(2,0)	(2,1)
Il faut changer radicalement la société	0,4	-6,4***	6,1***	-0,2
	(0,9)	(1,9)	(1,9)	(2,1)
Il faut réformer la société française sur certains points tout en en conservant l'essentiel	-3,4	5,7***	-5,2***	0,6
	(3,1)	(1,5)	(2,0)	(2,1)
Ma situation personnelle est très bonne/bonne	-2,2	1,8	-0,8	-1,8
	(1,9)	(1,7)	(1,6)	(1,7)
Très ou plutôt optimiste par rapport à son propre avenir	-1	1,8	-2,9	-3,1
	(0,8)	(2,2)	(2,1)	(2,2)
Très ou plutôt optimiste pour ses enfants et les générations futures	-1,7	0,9	-0,8	-1,7
	(1,9)	(2,1)	(2,0)	(2,1)
Se dit préoccupé par l'insécurité dans son quartier/village	1,6	-1,4	4,2**	-1,2
	(2,5)	(2,2)	(2,1)	(2,2)

Note > *, **, et *** indiquent respectivement une significativité au seuil de 90, 95, et 99 %.

Lecture > La rupture dans l'échantillon au 25 novembre 2014 a provoqué une variation de -0,9 point de pourcentage (écart-type de 1,9) de la part de personnes considérant la cohésion sociale forte ou très forte, contre une variation de 11,9 points (écart-type de 2,1) autour du 13 novembre en 2015 et de -1,2 point (écart-type de 1,9) autour du 8 novembre en 2016.

Champ > 2 021 (2014), 1 943 (2015) et 2082 (2016) personnes de 18 ans et plus habitant en France métropolitaine.

Source > Baromètre d'opinion de la DREES, 2014-2016.

Conclusion

L'usage des données du Baromètre d'opinion de la DREES de 2015 a permis, grâce à son exploitation par les méthodes issues de l'évaluation des politiques publiques, de dégager les effets propres des attentats du 13 novembre 2015 sur l'opinion publique dans les deux semaines qui suivirent.

Les attentats du 13 novembre 2015 et le climat qui en a découlé ont eu, à très court terme, des effets importants sur l'opinion publique en matière sociale. Ceux-ci sont particulièrement notables sur la perception de la cohésion sociale, pour laquelle on relève une augmentation comprise entre 11 et 13 points de la part de personnes considérant la cohésion sociale en France comme forte. L'étude montre également que les attentats ont provoqué un renforcement du sentiment d'être très bien intégré et une forte réaction en faveur d'une défense du système de protection sociale et de l'organisation de la société française en général. En revanche, aucun effet n'apparaît sur les questions migratoires et sur la représentation par les Français de leur situation individuelle. Enfin, les attentats ont eu un effet uniforme sur l'ensemble de la population.

Ces résultats, qui ne peuvent être interprétés de façon plus détaillée à partir du Baromètre d'opinion de la DREES, ouvrent des pistes de réflexions complexes sur l'interaction entre la variation de la représentation de soi et la variation de la représentation du système et de la société, sur les modalités et les origines de la perception de la cohésion collective et de l'intégration individuelle et sur les décalages qui existent entre les questions migratoires dans l'opinion publique et leur interprétation médiatique. Ils viennent cependant confirmer pour la plupart et compléter les résultats des quelques études réalisées sur ce sujet. Reste, ailleurs qu'ici, et probablement à l'aide d'autres outils, à expliquer les raisons de ces variations et de leur ampleur, et à en interroger la pérennité dans le temps.

Le résultat principal rejoint une réflexion des travaux de Gérôme Truc : « Un attentat, en ce sens révèle *ce à quoi nous tenons* – les choses et les personnes qui nous sont chères, les valeurs auxquelles nous sommes collectivement attachées –, qui est en même temps *ce par quoi nous tenons*, c'est-à-dire ce qui nous relie à d'autres avec lesquels nous nous sentons former un même collectif. C'est, en somme, un instant de vérité pour la cohésion sociale. ».

Bibliographie

AFSA C., *Le modèle Logit : Théorie et application*, Document de travail, Insee, 2016.

ALDEGHI I. ET ALII, *Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2016*, CREDOC, *Collection des rapports n°332*, 2016.

ASLUND, O. ET ROTH D.-O., « Shifts in Attitudes and Labor Market Discrimination: Swedish Experiences after 9-11 », *Journal of Population Economics* 18 (4), 2005.

BENHESSA G., *L'Etat de droit à l'épreuve du terrorisme*, Éditions de l'Archipel, 2016.

BRAAKMANN N., « The Impact of September 11th, 2001 on the Employment Prospects of Arabs and Muslims in the German Labor Market », *Journal of Economics and Statistics* N°299, 2009.

BROUARD S., « Les effets des attentats de 2015 sur l'opinion publique : Priorité à la sécurité, stabilité sur l'immigration & hausse souhaitée des dépenses publiques », *LIEPP Policy Brief n°22*, janvier 2016.

BROUARD S. ET FOUCAULT M., « Après l'événement. L'impact des attentats de janvier 2015 sur l'opinion », *Fondation Jean-Jaurès, NOTE n° 262*, 2015.

CLARK, A. ET STANCANELLI, E., « Individual Well-Being and the Allocation of Time Before and After the Boston Marathon terrorist Attack », *Institute for the Study of Labor (IZA)*, 2016.

DOWNES-LE GUIN T. ET HOFFMAN B. *The Impact of terrorism on public opinion, 1988 to 1989*, Rand Corporation, 1991.

FREY B., LUECHINGER S., STUTZER A., « Calculating the tragedy: Assessing the costs of terrorism », *Journal of Economic Surveys*, Vol. 2&, No.1, 2004.

GARAPON A. ET ROSENFELD M., *Démocraties sous stress. Les défis du terrorisme global*, PUF, 2016.

GIVORD P., *Méthodes économétriques pour l'évaluation de politiques publiques*, Document de travail, Insee, 2010.

GONTHIER F., « 12. Les préférences politiques et sociales se mesurent-elles ? », *Regards croisés sur l'économie*, 2016/1 (n° 18), p. 188-198.

GOULD, E. D. ET KLOR E. F., « The Long-Run Effect of 9/11: Terrorism, Backlash, and the Assimilation of Muslim Immigrants in the West », CEPR Discussion Paper 8797, 2012.

IMBENS G. ET WOOLDRIDGE J., « Recent Developments in the Econometrics of Program Evaluation », *Journal of Economic Literature*, 47(1): 5-86., 2009.

KEPEL G. ET JARDIN A., *Terreur dans l'Hexagone, Genèse du djihad français*, Gallimard, Paris, 2015.

KEPEL G. ET ALII, *Qui est Daech ?*, Philippe Rey, 2015.

LAHIRE B., *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, Éditions La découverte, 2016.

LALONDE J., « Evaluating the econometric evaluations of training programs », *American Economic Review*, 76: 604–620, 1986.

MAYER N. ET TIBERJ V., « Who were the « Charlie » in the Streets? A Socio-Political Approach of the January 11 Rallies », *International Review of Social Psychology*, 2016.

RABBY F. ET RODGERS W.M. « Post 9-11 U.S. Muslim Labor Market Outcomes », *Atlantic Economic Journal*, n°39, 2011.

RUBIN D.B., « Using Propensity Scores to Help Design Observational Studies: Application to the Tobacco Litigation », *Health Services & Outcomes Research Methodology* 2, pp.169-188, 2001.

SAINT-BONNET F., *L'Etat d'exception*, PUF, *Collection Léviathan*, 2001.

SCHULLER S., « The effects of 9/11 on attitudes toward immigration and the moderating role of education », *SOEP papers on multidisciplinary panel data research*, 2013.

STANCANELLI H., « Les dessous de la philanthropie », *La vie des idées*, juin 2017.

TIBERJ V., « Une France moins xénophobe ? », *La vie des idées*, juin 2017.

TODD E., *Qui est Charlie ?*, Éditions du Seuil, 2015.

TRUC G., *Sidérations, Une sociologie des attentats*, Presses Universitaires de France, 2016.

Annexes

➤ Annexe I • Modalités de réponses du baromètre d'opinion de la DREES de 2015 pertinentes au regard des attentats du 13 novembre 2015

Ci-dessous, sont listées l'ensemble de questions présentées dans le cadre de cette étude, regroupées en quatre thématiques.

Thématique	Modalités étudiées
Cohésion et intégration	La cohésion sociale est forte/très forte (plutôt que pas forte ou pas du tout forte)
	Se sent très bien intégré (plutôt que bien, peu ou pas du tout)
	Partager des valeurs et une culture communes est le plus important pour l'intégration (plutôt que la famille et les amis, l'emploi, la nationalité, le niveau de vie ou un rôle de citoyen actif)
	Veiller à ce que les croyances et pratiques religieuses ne soient pas visibles dans l'espace public est une priorité (par rapport aux questions de liberté des pratiques religieuses)
Immigration	La diversité des cultures et des origines rend difficile la vie en commun (plutôt qu'elle est une richesse)
	L'État doit renforcer son action pour soutenir l'intégration des personnes étrangères dans la société (plutôt que l'inverse)
	Se dit beaucoup/assez préoccupé par les migrations des pays pauvres vers les pays riches (plutôt que peu/pas du tout)
	Tout à fait/plutôt d'accord avec l'affirmation « il y a trop de travailleurs immigrés » (plutôt que plutôt pas d'accord/pas du tout d'accord)
Défense du système social	L'intervention de l'État en matière économique et sociale "est juste ce qu'il faut" (plutôt que "trop importante" ou "pas assez importante")
	Totalement/plutôt d'accord avec l'affirmation « Le système de Sécurité sociale apporte un niveau de protection suffisant » (plutôt que plutôt pas d'accord/pas du tout d'accord)
	Totalement/plutôt d'accord avec l'affirmation « Le système de Sécurité sociale peut servir de modèle à d'autres pays » (plutôt que plutôt pas d'accord/pas du tout d'accord)
	Le niveau du financement de la protection sociale est normal (plutôt que trop/pas assez important)
	Il faut changer radicalement la société (plutôt que la réformer en conservant l'essentiel ou la conserver en l'état)
	Il faut réformer la société française sur certains points tout en conservant l'essentiel (plutôt que la changer radicalement ou la conserver en l'état)
Situation individuelle	Ma situation personnelle est très bonne/bonne (plutôt que mauvaise/très mauvaise)
	Très ou plutôt optimiste par rapport à son propre avenir (plutôt que très ou plutôt pessimiste)
	Très ou plutôt optimiste pour ses enfants et les générations futures (plutôt que très ou plutôt pessimiste)
	Se dit beaucoup/assez préoccupé par l'insécurité dans son quartier ou village (plutôt que peu/pas du tout)

D'autres questions ont été étudiées dans le cadre de ce travail et ne sont pas présentées ici :

- « Notre système de sécurité sociale coûte trop cher à la société ? » (thématique « défense du système social ») ;
- « Comparée à votre situation actuelle, diriez-vous de la situation de vos parents, au même âge, qu'elle était... bien meilleure / plutôt meilleure / à peu près identique / plutôt moins bonne / bien moins bonne » (thématique « situation individuelle »).

Les résultats pour ces questions vont dans le même sens que les autres questions de la même thématique.

➤ Annexe II • Différences sociodémographiques entre l'échantillon avant 13 novembre et l'échantillon après 13 novembre 2015

Catégories sociodémographiques	Effectif dans l'échantillon total	Part dans l'échantillon total	Part dans l'échantillon interrogé avant le 13 novembre	Part dans l'échantillon interrogé après le 13 novembre	Écart entre les échantillons avant et après 13 novembre
Genre					
Femme	1586	52%	53%	51%	-2%
Homme	1437	48%	47%	49%	2%
Âge					
18-30 ans	556	18%	19%	18%	-1%
31-64 ans	1709	57%	57%	55%	-2%
65 ans ou plus	758	25%	24%	27%	3%
A des enfants	1149	38%	40%	34%	-6%
Statut professionnel					
Indépendant	173	6%	5%	8%	3%
Salarié du public	356	12%	13%	9%	-4%
Salarié du privé	928	31%	30%	32%	1%
Chômeur	281	9%	10%	8%	-2%
Inactif	1285	43%	42%	44%	2%
Catégorie socio-professionnelle					
Agriculteur, artisan ou commerçant	193	6%	5%	8%	3%
Cadre ou profession libérale	444	15%	16%	13%	-3%
Profession Intermédiaire	590	20%	18%	22%	4%
Employé	807	27%	28%	23%	-6%
Ouvrier	606	20%	18%	23%	5%
Autre, inactif	383	13%	14%	10%	-3%
Opinion politique					
Se dit de gauche	905	30%	31%	28%	-2%
Se dit de droite	833	28%	27%	29%	2%
Se dit au centre	1285	43%	42%	43%	0%
Revenus du ménage					
Bas revenus (< 1 400 €)	644	21%	22%	20%	-2%
Revenus moyens (entre 1 400 € et 3 800 €)	1723	57%	56%	59%	4%
Hauts revenus (> 3 800 €)	656	22%	22%	21%	-2%
Bénéficiaire du RSA	210	7%	8%	6%	-2%

Dispose de revenus financiers	259	9%	9%	8%	-1%
Taille de l'agglomération habitée					
Rural et petite ville	1241	41%	39%	45%	6%
Ville moyenne (entre 25 000 et 100 000 habitants)	384	13%	13%	13%	0%
Ville de 100 000 habitants et plus (hors Paris)	924	31%	32%	27%	-5%
Agglomération parisienne	474	16%	16%	15%	-1%
A une pratique religieuse	1543	51%	51%	52%	1%
A une activité syndicale ou associative	1008	33%	33%	34%	1%
Niveau de diplôme					
Inférieur au bac	1553	51%	49%	56%	6%
Égal au bac	506	17%	17%	17%	1%
Supérieur au bac	964	32%	34%	27%	-7%

Lecture > Il y a 1 586 femmes dans l'échantillon, soit 52 % de la population interrogée. Elles sont 53 % dans l'échantillon interrogé avant le 13 novembre et 51 % dans l'échantillon interrogé après. Cela correspond à un écart absolu de - 2 points de pourcentage entre la population interrogée après le 13 novembre et celle interrogée avant.

Note > Les pourcentages donnés ici ne sont pas pondérés.

Champ > Individus de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine.

Source > Baromètre d'opinion de la DREES, 2015.

Afin de savoir si les différences observées entre ces deux échantillons avant le 13 novembre et après le 13 novembre peuvent jouer un rôle significatif dans les variations des réponses des individus avant et après les attentats, un test de différences normalisées est mis en place, tel qu'il est proposé par Imbens et Wooldridge [2009]. Ce test permet de qualifier la significativité des différences entre deux échantillons, sans que ce test soit affecté par la taille de l'échantillon. De fait, le test habituel du T de Student est sensible à la taille de l'échantillon. Or un échantillon plus important ne règle pas le problème de différences entre échantillons. Ces différences sont calculées suivant l'équation ci-dessous :

$$\Delta_{X_i} = \frac{(\overline{X_{i_1}} - \overline{X_{i_0}})}{\sqrt{S_{i_1}^2 + S_{i_0}^2}}$$

avec $\overline{X_{i_j}}$ la moyenne empirique de la variable i sur l'échantillon j
 et S_{i_j} la variance empirique de la variable i sur l'échantillon j

Le tableau ci-dessous présente les variables sociodémographiques pour lesquelles les différences normalisées entre les deux échantillons avant et après les attentats risquent de jouer un rôle dans les différences de réponses entre les deux populations. Le seuil retenu par Imbens et Wooldridge [2009], au-delà duquel les différences peuvent être considérées comme significatives, est de 2,5 en valeur absolue.

Le diplôme, la catégorie socio-professionnelle, le statut d'activité et le fait d'avoir des enfants ou non sont les variables pour lesquelles les écarts entre les échantillons avant et après le 13 novembre peuvent être considérés comme étant significativement différents. Toutes les autres catégories retenues dans l'étude ne présentent pas d'écarts significatifs (le genre, l'âge, le revenu, la pratique religieuse, l'activité associative, etc.).

Le tableau ci-dessous présente également les différences normalisées entre les deux échantillons avant et après le 13 novembre lorsque l'échantillon avant 13 novembre est tronqué aux individus enquêtés après le 4 novembre. Il montre que la suppression d'un tiers des données a permis de réduire les différences observables entre les échantillons.

Catégories sociodémographiques problématiques	Différences avant/après 13 novembre sur l'échantillon total	Différences avant/après 13 novembre sur l'échantillon tronqué
Niveau de diplôme		
Inférieur au bac	3,3	2,1
Égal au bac	0,4	0,2
Supérieur au bac	-3,9	-2,5
Catégorie socio-professionnelle		
Agriculteur, artisan ou commerçant	3,1	1,7
Cadre et profession libérale	-2,0	-2,0
Profession intermédiaire	2,0	1,1
Employé	-3,1	-2,1
Ouvrier	3,0	2,7
Autre, inactif	-2,7	-2,7
Statut professionnel		
Indépendant	2,9	3,0
Salarié du public	-3,0	-0,9
Salarié du privé	0,9	0,9
Chômeur	-2,2	-2,8
Inactif	0,9	0,4
A des enfants	-3,1	-2,2

Lecture > La différence normalisée entre les populations après et avant les attentats du 13 novembre est de 3,3 pour les personnes disposant d'un diplôme de niveau inférieur au bac sur la population totale et de 2,1 lorsque l'on tronque la population des individus ayant répondu à l'enquête avant le 4 novembre.

Champ > 3 023 individus de 18 ans ou plus habitant la France métropolitaine pour la population totale, 1943 pour la population tronquée.

Source > Baromètre d'opinion de la DREES, 2015.

➤ Annexe III • Le score de propension utilisé dans les méthodes d'appariement

Propriétés du score de propension

L'intérêt du score de propension est de réduire à une dimension un ensemble de caractéristiques individuelles, c'est-à-dire d'attribuer à chaque individu un score. Deux individus présentant des scores identiques ont exactement les mêmes caractéristiques. Plus les scores s'éloignent, plus les individus sont différents.

Les propriétés du score de propension sont les suivantes :

- Le score de propension est équilibrant : autour d'un même score de propension, les individus traités et non traités partagent en moyenne et en distribution les mêmes caractéristiques.
- Si la condition d'indépendance conditionnelle est respectée, alors il est possible d'apparier les données sur une seule dimension : celle du score de propension.

Pour mettre en place une méthode par le score de propension, il est nécessaire de retenir, outre l'hypothèse d'indépendance conditionnelle, l'*hypothèse d'overlap* [Caliendo, Kopeinig, 2008] qui dit que les observables disponibles doivent être présents dans les deux sous-échantillons, afin d'éviter qu'ils ne soient assimilables entièrement au traitement. C'est le cas ici puisque toutes les catégories de population sont représentées à la fois avant et après le 13 novembre.

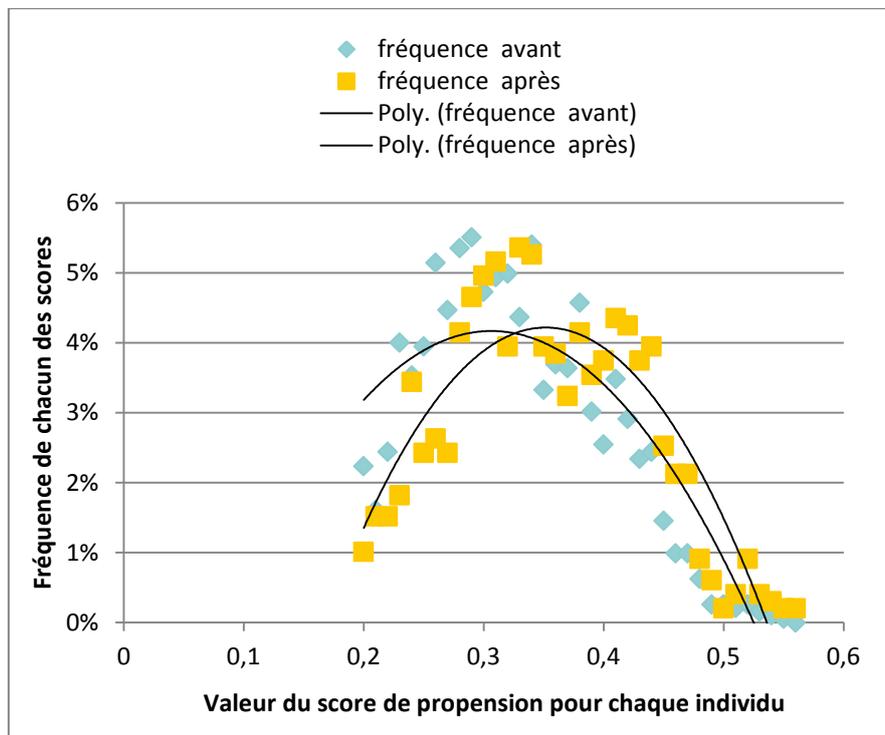
Rosenbaum et Rubin [1983, b] ont montré que ces conditions suffisaient pour pouvoir utiliser le score de propension et valider sa propriété équilibrante. Si ces hypothèses tiennent, l'ensemble des biais dépendant des observables rassemblées dans le calcul du score de propension sont éliminés [Imbens, 2004].

Le traitement étant binaire, le choix du modèle n'a que de très faibles implications sur les résultats obtenus. Nous utilisons ici le modèle *probit*. Cela n'a, d'après Caliendo et Kopeinig [2009], pas d'effets significativement différents de ceux obtenus par une méthode *logit*.

Le support commun

Une fois calculé le score de propension pour l'ensemble des individus, il est nécessaire de regarder le support commun, c'est-à-dire la distribution des scores de propension pour les individus traités d'un côté et les individus non traités de l'autre. Il convient de vérifier que le support commun 1) est suffisamment large, 2) qu'il n'inclut pas de données aberrantes. La figure ci-dessous montre que la répartition des scores de propension dans les deux sous-échantillons est quasiment identique. Cela permet de trouver pour l'ensemble des individus traités un (ou des) contrefactuel(s) suffisamment proche(s) parmi les individus non traités. Les appariements par le score devraient donc permettre de dégager l'effet moyen du traitement le plus précis possible et sur une population la plus large possible.

➤ Répartition du score de propension dans les deux sous-populations



Lecture > Les fréquences avant (respectivement après) indiquent la fréquence d'occurrence de chaque score de propension, à 0.01 près. Par exemple, un score de 0.20 est présent chez 1 % de la population interrogée après les attentats. Les courbes poly. représentent l'approximation polynomiale de la distribution de ces fréquences dans les deux sous échantillons.

Champ > Individus âgés de 18 ans ou plus, résidant en France métropolitaine et interrogés entre le 4 novembre et le 1^{er} décembre.

Source > Baromètre d'opinion de la DREES, 2015.

➤ Annexe IV • Calibrage et indicateurs d'efficacité des différentes méthodes d'appariement

Calibrage des différentes méthodes

Afin de mettre en œuvre les techniques par appariement, il convient de choisir certains paramètres. Ce choix vise à retenir, pour chacune des méthodes utilisées, le paramétrage qui réduit au maximum le biais avant et après les attentats entre les observables sélectionnées, qui permet de conserver le maximum de données dans le support commun, et qui permet d'avoir des méthodes suffisamment distinctes pour que des résultats similaires puissent s'interpréter comme étant complémentaires.

Méthode du plus proche voisin :

Cette méthode exige de choisir plusieurs paramètres : la distance entre les individus au-delà de laquelle l'on considère que le voisin le plus proche n'est pas suffisamment proche pour que l'observation soit retenue dans le support commun ; le nombre de plus proches voisins retenu ; et la possibilité ou non d'utiliser le même voisin pour plusieurs individus traités.

Nous retenons l'approche avec un seul voisin, avec remise, car la répartition des variables ne conduit pas à la surpondération de certains individus non traités, et avec un calibrage relativement restreint (0.005), qui n'élimine que 12 données et permet de s'assurer que le voisin sélectionné est effectivement proche.

Méthode du radius :

Seule la distance limite de prise en compte des données non traitées doit être définie. Nous la fixons à 0,05, ce qui permet une réduction accrue du B de Rubin, indicateur du biais global de la méthode.

Méthode du Kernel :

Nous utilisons une méthode gaussienne de détermination du coefficient appliqué aux individus non traités, suivant leur distance aux individus traités.

Pour chacune de ces méthodes, la différence moyenne et l'écart-type sont estimés par une méthode du bootstrap avec 100 répétitions.

Indicateurs d'efficacité

Le tableau ci-dessous résume les biais globaux des différents modèles. On observe que les données avant appariement présentent un B de Rubin¹⁵ de 37, donc important, et que l'ensemble des méthodes par appariement corrigent efficacement le biais pour les variables sélectionnées.

La méthode du plus proche voisin corrige moins bien les déséquilibres que les deux autres, le B de Rubin passant de 37 avant appariement à 19 après, contre 6 environ avec les autres méthodes d'appariement (radius et kernel). Les autres méthodes corrigent correctement

¹⁵ Le B et le R ont été introduits par Rubin [2001]. Le B est la différence normalisée entre les scores de propension moyens des deux sous-échantillons, le R est le quotient des variances du score de propension entre les deux sous-échantillons. D'après Rubin, les données pour lesquelles le B est supérieure à 25 et le R non compris entre 0,5 et 2 doivent être considérées comme présentant des écarts trop importants pour que l'appariement soit considéré comme efficace.

l'ensemble des différences pour les variables sociodémographiques appariées. Autrement dit, aucune de ces différences n'est significative une fois les données appariées.

Les méthodes par les appariements rendent ainsi les réponses moyennes des enquêtés directement exploitables une fois appariées, et nous permettent d'interpréter correctement les effets des attentats sur l'opinion des Français.

➤ **Correction des écarts observables par les méthodes d'appariement**

Méthodes	Biais moyen	Biais médian	B de Rubin	R de Rubin
Non appariées	7,0	7,8	37,0	1,1
Plus proche voisin	3,9	3,1	19,0	1,2
Radius	1,0	0,6	6,2	1,2
Kernel	0,9	0,5	5,8	1,1

Lecture > Le biais moyen et le biais médian correspondent à la moyenne et à la médiane des variations de part entre les données avant et après les attentats pour chaque catégorie appariée. Le B et le R de Rubin renseignent sur l'écart global entre les scores de propension des sous-échantillons.

Champ > Individus âgés de 18 ans ou plus vivant en France métropolitaine, interrogés du 4 novembre au 1^{er} décembre 2015.

Source > Baromètre d'opinion de la DREES, 2015.

➤ Annexe V • Résultats sur l'ensemble de l'échantillon du Baromètre 2015

Les résultats présentés dans l'article portent sur l'échantillon tronqué des personnes interrogées avant le 4 novembre 2015 pour étudier une population plus proche du moment de la discontinuité, soit le 13 novembre. Lorsqu'on étudie l'ensemble de l'échantillon interrogé, les résultats, présentés dans le tableau ci-dessous, sont similaires. La significativité et l'ampleur des effets sur certaines questions sont cependant moindres. D'où l'intérêt de restreindre l'échantillon pour disposer de deux populations les plus comparables possibles.

Modalité étudiée	Logit	Plus proche voisin	Radius	Kernel
La cohésion sociale est forte/très forte	11,3***	10,3***	11,5***	11,6***
	1,6	2,5	1,9	1,8
Se sent très bien intégré	6,0***	5,1***	5,6***	5,6***
	1,9	2,6	2,4	1,9
Partager des valeurs et une culture communes est le plus important pour l'intégration	2,2	4,5	1,8	1,8
	1,6	4,6	1,7	1,7
L'absence des signes religieux dans l'espace public est une priorité	3,5*	5,8***	3,9**	3,9*
	1,8	2,4	1,9	1,9
La diversité des cultures et des origines rend plus difficile la vie en commun	0,5	0,2	1,0	1,0
	1,8	2,8	1,7	1,9
L'état doit renforcer son action pour l'intégration des personnes étrangères dans la société	-2,5	-5,0**	-2,8	-3,0
	1,8	2,5	2,0	1,9
Se dit préoccupé par les migrations des pays pauvres vers les pays riches	-1,0	-0,2	-1,0	-1,0
	1,5	2,2	1,8	1,6
Il y a trop de travailleurs immigrés en France	2,1	2,2	2,8*	2,7
	1,6	2,0	1,7	1,7
L'intervention de l'État en matière économique et sociale "est juste ce qu'il faut"	5,5****	5,2**	5,3***	5,3***
	1,7	2,3	1,8	1,7
Le système de sécurité sociale apporte un niveau de protection suffisant	4,2***	4,3**	3,7**	3,6***
	1,6	1,6	1,7	1,6
Le système de sécurité sociale est un modèle pour d'autres pays	3,2**	4,2**	2,8*	2,8*
	1,5	1,8	1,4	1,5
Le financement de la protection	2,5	3,5	3,8*	3,2*

sociale est normal	1,9	2,3	2,3	1,7
Il faut changer radicalement la société	-4,4***	-5,6***	-4,1***	-4,2***
	1,7	2,1	1,5	1,6
Il faut réformer la société française sur certains points tout en en conservant l'essentiel	3,3*	4,3**	3,2**	3,2*
	1,7	2,1	1,5	1,7
Ma situation personnelle est très bonne/bonne	0,9	-0,3	0,8	0,8
	1,4	1,9	1,5	1,5
Très ou plutôt optimistes par rapport à son propre avenir	1,6	2,9	1,3	1,4
	1,9	2,4	1,7	1,9
Très ou plutôt optimistes pour ses enfants et les générations futures	0,8	-1,1	0,6	0,7
	1,7	2,0	1,7	1,8
Se dit préoccupé par l'insécurité dans son quartier / village	0,0	1,2	0,1	0,2
	0,0	2,6	1,7	1,8

Note > *, **, *** indiquent une significativité au seuil respectivement de 90, 95 et 99 %.

Lecture > D'après les différents modèles, les attentats seraient responsables d'entre 0,0 et 2,6 points de variation, ces variations n'étant pas significatives, du nombre de personnes se disant préoccupés par l'insécurité dans leur quartier/village entre avant et après les attentats.

Champ > Ensemble des personnes interrogées en 2015.

Source > Baromètre d'opinion de la DREES, 2015.

Les dossiers de la DREES

N°24 /// Janvier 2018

Les attentats nous terrorisent-ils ?

L'impact des attentats du 13 novembre 2015 sur l'opinion publique

Directeur de la publication

Jean-Marc Aubert

Responsable d'édition

Souphaphone Douangdara

Création graphique

Philippe Brulin

ISSN

2495-120X



Ministère des Solidarités et de la Santé
Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)
14 avenue Duquesne - 75 350 Paris 07 SP
Retrouvez toutes nos publications sur drees.solidarites-sante.gouv.fr